

Politique du Canada en matière de défense

A la Chambre des communes, le 25 janvier, le premier ministre, M. Diefenbaker, a fait une déclaration dont voici quelques extraits:

... Un point sur lequel nous sommes d'accord, de tous les côtés de la Chambre, c'est qu'il y a lieu de faire tout ce qui est possible pour maintenir, sur les plans économique et stratégique, la puissance de chacune des nations qui font partie du monde libre. Nous sommes convenus qu'il faudra s'efforcer, dans toute la mesure de nos moyens, de maintenir nos défenses, tout en essayant d'atteindre l'objectif qui, aussi éluusif qu'il puisse sembler depuis mille ans, représente néanmoins tout l'espoir de l'humanité. Je regrette que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'ait pu, hier après-midi, terminer son résumé de l'apport du Canada au désarmement et à la paix. Toutefois, même sans précisions de sa part, je pense que, de toutes parts, nos concitoyens se rendent compte qu'il a rehaussé le statut de leur pays aux Nations Unies de façon à lui faire honneur. . . .

Régression de l'influence communiste

Sur le plan international, nous vivons parfois dans l'attente de jours meilleurs. Nous vivons aussi entre l'espoir d'une paix assurée et la peur. Nous devons maintenir nos moyens de défense, aucun doute là-dessus. Mais je pense qu'il est intéressant de constater que dans le domaine des idées, le monde occidental est de plus en plus fort dans des pays qui, dans le passé, ont compté un grand nombre ou un nombre considérable de communistes. En Europe occidentale, les effectifs communistes ne sont plus que 60 p. 100 de ce qu'ils étaient au lendemain de la dernière guerre mondiale. Cela s'explique d'une part par les divergences entre l'Union soviétique et certains de ses satellites, et actuellement entre l'URSS et la Chine communiste. Une autre raison est le niveau de vie de la population, qui est bien supérieur à celui des peuples situés derrière le rideau de fer. Après la guerre, le parti communiste comptait environ 4 millions de membres en règle, en Europe occidentale. On estime que ce nombre n'est plus à présent que de 2,400,000. Même dans les pays communistes, la population abandonne son adhésion fanatique au marxisme lorsqu'elle devient prospère.

Puis il y a les événements survenus ces dernières semaines. On a parlé des entretiens du président de Gaulle avec le chancelier Adenauer. L'accord qu'ils ont signé est un progrès qui aurait été impensable il y a dix ans. Il démontre que, dans les relations internationales d'aujourd'hui, il ne faut jurer de rien. En vérité, je crois que nous devrions nous efforcer de plus en plus d'instaurer, au moyen d'échanges commerciaux et culturels, la compréhension mutuelle.

Voyons par exemple ce qui est arrivé récemment à Berlin-Est lorsque les délégués ont conspué le porte-parole de la Chine communiste. D'autre part, il y a la correspondance échangée entre le président des États-Unis et le premier ministre Khrouchtchev au sujet des essais nucléaires. C'est un motif d'espoir.